

# alternatives

## LE JOURNAL

VOL.15 NO.9 / JUIN 2009

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

## BIG, les résultats

L'idée circule depuis longtemps. Au Québec, l'ex-syndicaliste Michel Chartrand fait du revenu citoyen garanti son cheval de bataille. C'est en Namibie que ce modèle vient d'être tenté pour la première fois. Les résultats préliminaires du BIG (Basic Income Grant - revenu de base garanti) sont impressionnants!

HERBERT JAUCH

La Namibie est un vaste pays d'Afrique australe peuplé par seulement deux millions de personnes. Après avoir obtenu son indépendance en 1990 du régime d'apartheid sud-africain, la Namibie adopte l'économie de marché. Malgré des ressources minérales et halieutiques abondantes, des conditions d'investissement favorables et une grande stabilité politique, ce pays n'arrive pas à se sortir de la pauvreté, du chômage et des inégalités.

Soucieux d'améliorer la situation, le gouvernement namibien crée en 2002 une commission chargée d'examiner différentes avenues. Dans son rapport final, la commission conclut « que la mise sur pied d'un revenu de base garanti est le meilleur outil pour contrer la pauvreté et les inégalités ». La commission suggère de fixer à 100 dollars namubiens (14 dollars canadiens) le montant versé chaque mois. Tous les Namubiens, incluant les nouveaux nés et les enfants, y auraient droit jusqu'à l'âge de 60 ans (ensuite, des prestations de vieillesse sont versées par l'État). La commission mentionnait que les coûts de cette initiative correspondraient à 3 % du PIB, mais que l'État pourrait récupérer sa mise grâce aux impôts.

L'adoption d'un revenu citoyen garanti divisait le gouvernement namibien. Certains estimaient que l'État ne pouvait s'offrir cette mesure sociale, et le Fonds monétaire international ne ménageait pas ses efforts pour convaincre les dirigeants du pays de la rejeter. Par contre, des Églises, des ONG et des groupes préoccupés par la propagation du sida moussèrent son adoption en se regroupant au sein de la Coalition BIG (Basic Income Grant Coalition). Après trois ans de débats et de démarches infructueuses,

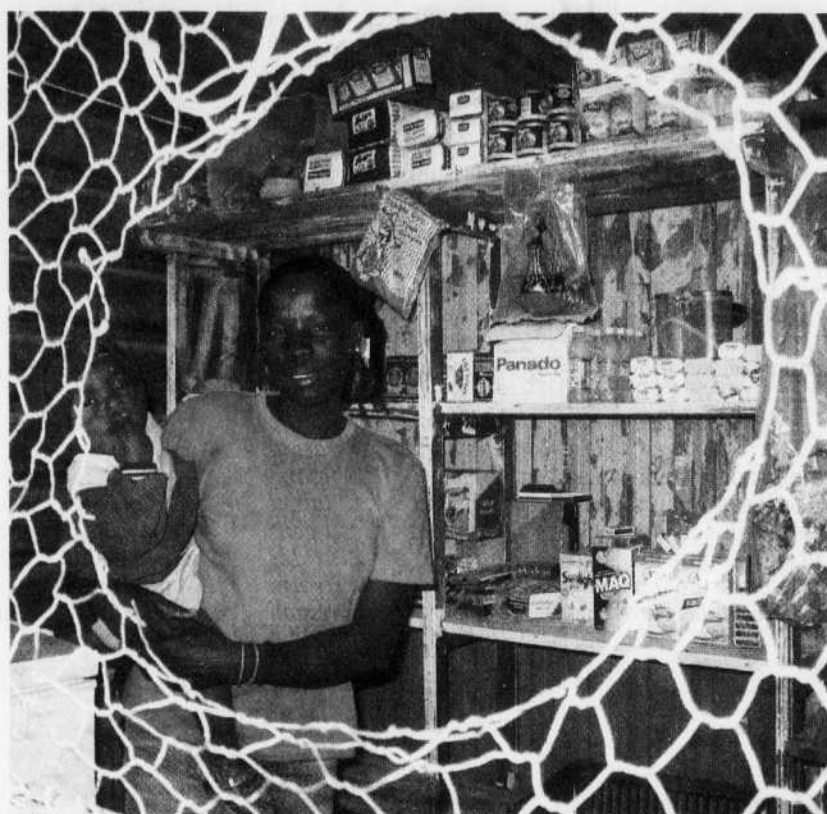


PHOTO : DIRK HAARMANN

La Coalition décida néanmoins d'implanter le projet dans un village.

Otjivero, dans l'est du pays, est choisi. Un millier de personnes y vit, majoritairement d'anciens agriculteurs et leurs familles qui n'ont nulle part où aller. Le désespoir et la pauvreté y sont omniprésents. La Coalition croit donc que si un revenu garanti pouvait améliorer le sort des résidents d'Otjivero, cela serait aussi le cas pour le reste de la Namibie.

### Des résultats probants

Le projet pilote débute en janvier 2008. Tous les résidents de moins de 60 ans reçoivent 14 \$ par mois, sans aucune condition. Une équipe de chercheurs locaux et internationaux est formée pour évaluer l'impact de cette mesure sur une période de deux ans. La communauté s'engage aussi en mettant sur pied un comité pour mobiliser la population et la conseiller sur les façons d'améliorer leur qualité de vie avec l'argent reçu.

Après un an, les résultats sont inespérés. Le taux de malnutrition des enfants est passé de 42 % à 17 % en six mois seulement. L'infirmière en chef du village, Bonita Nakanyala, mentionne à *Irin News* que la population se nourrit mieux : « Avant, les gens ne mangeaient

Plusieurs petits commerces comme celui-ci sont apparus à Otjivero depuis l'entrée en vigueur du revenu de base garanti en janvier 2008. La moitié de la population de la Namibie survit grâce à une agriculture de subsistance. L'espérance de vie n'est que de 51 ans.

que du gruau et du sucre, le midi et le soir, et lorsqu'ils n'avaient rien, ils se contentaient d'eau sucrée. » Avec quatorze dollars par personne par mois, les familles démunies - la majorité de la population - peuvent maintenant acheter des fruits, des légumes et de la viande. La clinique est aussi plus fréquentée parce que les malades ont maintenant les 50 cents requis pour une visite. L'infirmière énumère des avantages encore plus inusités : l'achat de toilettes par les ménages réduit la pression mise sur les latrines publiques qui sont, chacune, utilisées en moyenne par 50 personnes!

D'avantage de jeunes fréquentent l'école. Le taux de décrochage variait de 30 à 40 % avant l'instauration du revenu garanti. Il est passé à 5 % six mois plus tard et il était presque nul neuf mois après l'entrée en vigueur. Le nombre de parents payant les droits de scolarité a doublé pour atteindre 90 %. La meilleure santé financière des établis-

VOIR PAGE 4 : NAMIBIE

## Visite de prisons à ciel ouvert

Ce n'était ni du tourisme ni du voyeurisme. Une délégation québécoise a visité la Palestine et Israël à la mi-mai, pour tisser des liens avec les Palestiniens et agir afin d'en arriver à une paix juste et durable.

MARIE-ÈVE VOGHEL ROBERT

Les 17 Québécois ont été chaleureusement accueillis lors de leur passage. « Les Palestiniens sont extrêmement heureux de voir que des gens à l'étranger s'intéressent à eux, particulièrement dans les camps de réfugiés », dit Fabienne Présétey, représentante de Voix juives indépendantes. « Ils sont contents de pouvoir parler. Malgré leurs conditions de vie difficiles et leurs droits bafoués, ils ont un message à envoyer : ils ne sont pas un peuple miséreux et ils trouvent leur force dans la résistance. »

La délégation a tenté d'entrer à Gaza afin de constater les dégâts causés par l'attaque israélienne de l'hiver dernier. Mais elle a été refoulée par l'armée israélienne au point de contrôle d'Erez. Bunker, murs barbelés, guérites, fermeture à midi, le passage vers Gaza est très contrôlé et l'entrée se fait au compte-goutte. Les membres de la délégation ont « tout de même montré leur appui à la population de Gaza et fait passer leur message en improvisant une petite manifestation avec une banderole arborant "Levez le siège de Gaza" ainsi que les drapeaux québécois et canadien », relate Lorraine Guay, représentante de la Marche mondiale des femmes et de la Fédération des femmes du Québec.

Cette délégation était formée de représentants de syndicats des postiers et d'enseignants et de membres de la fonction publique, de plusieurs ONG, dont Alternatives International, de Québec Solidaire et de groupes québécois préoccupés par la question palestinienne.

**Espoir, malgré une situation difficile**  
Contrôle, peur, espoir, fierté, résistance et droits bafoués se côtoient dans les villes, villages et camps de réfugiés visités par la délégation en Cisjordanie. Lorraine Guay décrit Hébron comme une ville « dure où le sentiment d'étouffement est terrible. On a vu un colon juif lancer de l'eau bouillante de l'étage d'un immeuble sur les Palestiniens plus bas.

Par chance, personne n'a été touché. Une vidéo de l'incident a été prise ». Fabienne Présétey abonde dans le même sens : « Il est courant que des maisons palestiniennes soient brûlées et des cocktails Molotov lancés. »

La délégation s'est rendue au camp de réfugiés palestiniens d'Arroub, à une vingtaine de kilomètres d'Hébron, où près de 10 000 personnes vivent entassées dans de petites maisons. Lorraine Guay relate le « sentiment d'enfermement, de désespoir et d'absence de solution en vue » qu'elle a ressenti durant cette visite. Elle va même plus loin : « C'est des prisons, comme Gaza, chaque camp de réfugiés est une prison à ciel ouvert. »

Malgré la vie difficile dans les camps et dans les Territoires occupés, plusieurs tentent de s'organiser, « particulièrement les jeunes de moins de 30 ans, qui essaient de travailler autrement et de trouver des solutions parce qu'ils ne veulent pas vivre toute leur vie dans une société dépendante de l'Occident », souligne Fabienne Présétey. Ils font de petits boulots, ils se rapprochent des parties de territoire et apprennent à travailler la terre pour vendre leurs récoltes. Elle mentionne l'importance de projets, comme celui d'un jardin-café que la délégation a visité dans un camp de réfugiés : « C'est par et pour les jeunes. Ils essaient ainsi d'avoir une vie un peu plus normale. Ce genre d'initiatives assure une meilleure cohésion sociale et permet d'atténuer bien des problèmes. »

### Du côté israélien

Les membres de la délégation québécoise ont aussi rencontré des représentants de la société civile israélienne qui militent pour la paix et contre l'occupation du territoire palestinien, comme la Coalition of Women for Peace. Cette coalition regroupe plusieurs organisations de militantes israéliennes, dont les Women in Black. Ces femmes ont été les premières à manifester contre l'occupation des Territoires palestiniens par Israël en 1988 et elles comptent aujourd'hui près de 10 000 sympathisantes à travers le monde.

La délégation s'est aussi rendue à Bil'in pour participer à une manifestation contre le « mur de la honte ». Le groupe Anarchists Against the Wall, formé par des Israéliens, auxquels se sont joints des Palestiniens et des militants étrangers, manifeste chaque semaine pour dénoncer le mur construit par Israël sur les Territoires palestiniens. Selon

VOIR PAGE 4 : PALESTINE

## Sri Lanka La fin de la plus longue guerre civile en Asie ?

Les Tigres tamouls sont battus, le gouvernement sri lankais crie victoire. Mais à quel prix? Des milliers de civils ont été tués ces derniers mois, surtout par les forces gouvernementales. Au total, près de 100 000 personnes, en majorité des Tamouls, ont péri depuis le début de cette guerre civile.

NACHAMMAI RAMAN

Les Tigres tamouls étaient un mouvement craint qui, à un certain moment, contrôlait le tiers du Sri Lanka. Ils dirigeaient un État de fait ayant sa propre aviation, sa marine et son infanterie. Leurs détracteurs les accusaient d'intransigeance et de brutalité, mais leurs partisans louaient leur engagement et leurs sacrifices. Leur fin a été abrupte, compte tenu surtout de leurs 26 ans de lutte.

### L'origine du conflit

Les problèmes ethniques au Sri Lanka remontent à la colonisation britannique, qui a débuté en 1796 pour se terminer en 1948, lors de l'indépendance. Les Tamouls sri lankais vivent dans le nord et l'est de l'île depuis des siècles, tandis que les Britanniques font venir des Tamouls de l'Inde pour travailler dans les champs. En 1948, bien que

majoritaire, la population cingalaise se sent menacée par les Tamouls, très présents dans l'administration publique et l'industrie du thé.

L'indépendance favorise l'émergence du nationalisme cingalais basé sur sa langue et le bouddhisme. Trois mesures importantes sont alors prises à l'encontre des Tamouls : en 1949, des Tamouls travaillant dans des plantations de thé sont expulsés vers l'Inde; en 1956, le cingalais est adopté comme seule langue officielle, ce qui force de nombreux Tamouls à quitter l'administration publique; et finalement, en 1963, le gouvernement sri lankais établit des règles favorisant l'entrée à l'université des Cingalais, aux dépens des Tamouls.

### La naissance de la lutte armée

À l'origine, la résistance des Tamouls pour faire valoir leurs droits est non violente. Toutefois, le gouvernement s'en soucie peu, ce qui pousse des jeunes tamouls, galvanisés par l'oppression subie par leur communauté, à prendre les armes. En plus des Tigres tamouls, plusieurs groupes armés voient le jour. Mais au fil des ans, ces groupes se démobilisent ou se joignent au gouvernement. Les Tigres tamouls éliminent d'ailleurs d'autres groupes perçus comme des rivaux.

En 1983, les Tigres tamouls tuent 13 soldats sri lankais lors de l'attaque d'un convoi dans le nord de l'île. En guise de représailles, des Tamouls vivant dans la capitale, Colombo, sont victimes de violences gratuites. Ces événements,

connus comme le Black July, déclenchent la guerre entre les Tigres tamouls et le gouvernement sri lankais.

### La montée et la chute des Tigres tamouls

En 1983, à la suite de ces émeutes, Indira Gandhi, première ministre de l'Inde, décide d'aider les Tamouls sri lankais. Elle considère ce conflit ethnique comme stratégique pour son pays : il servira à contrebalancer l'influence grandissante des États-Unis au Sri Lanka, d'autant plus que les Américains sont alliés au grand rival de l'Inde, le Pakistan. Indira Gandhi offre donc un appui matériel et logistique aux activistes tamouls.

Après son assassinat en 1984, son fils, Rajiv Gandhi, prend le pouvoir en Inde. Il parraine les accords de paix entre les Tigres et le gouvernement sri lankais en 1987. En vertu de cette entente, les Tigres tamouls gouvernent les provinces du Nord et de l'Est, tandis que l'Inde envoie des troupes pour protéger les Tamouls qui s'engagent à rendre les armes.

Les Tigres sont réticents à se désarmer parce qu'ils ne font pas confiance au gouvernement sri lankais. Ceci provoque des tensions avec les forces de paix indiennes qui finissent par se battre contre les rebelles tamouls.

En 1989, inquiet de la présence indienne et craignant pour la souveraineté de son pays, le nouveau président sri lankais, Ranasinghe Premadasa, décide d'armer clandestinement les Tigres tamouls! Las des combats, Rajiv Gandhi doit rappeler ses troupes, ce qui consti-

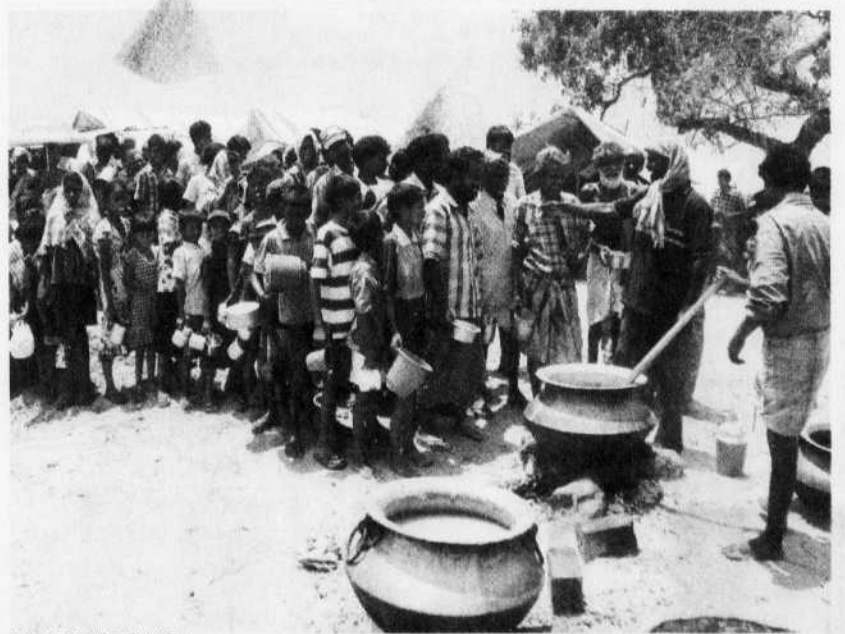


PHOTO : FLICKR / AQUAVIEW

Plus de 170 000 civils tamouls ont dû fuir les combats entre l'armée et les Tigres pour se réfugier dans des camps. La moitié sont des enfants. Selon l'Unicef, le quart de ceux âgés de moins de cinq ans souffre de malnutrition.

tué un des épisodes les plus humiliants de l'histoire de l'Inde moderne.

L'intervention indienne a permis aux Tigres tamouls de gagner le contrôle du nord et de l'est du Sri Lanka, berceau de l'Eelam Tamoul, le pays qu'ils veulent créer. Leur but est maintenant de défendre ce territoire contre le gouvernement sri lankais, de créer un appareil d'État et d'être reconnu sur la scène internationale.

En 1991, les Tigres commettent cependant une grave erreur en assassinant Rajiv Gandhi pour venger l'intervention indienne au Sri Lanka. Ce geste les hante jusqu'à aujourd'hui, et ils ont mal anticipé les répercussions de ce meurtre. Ils sont bannis de l'Inde, leur base arrière d'où ils obtenaient des armes, de la formation militaire et de l'argent. Depuis, l'Inde refuse de les appuyer.

Les Tigres ont par la suite exprimé leurs remords concernant ce meurtre. Leur porte-parole, Anton Balasingham a affirmé en 2006 « que cet événement est une tragédie historique monumentale que nous regrettons profondément ».

En plus d'aliéner les Indiens, les Tigres tamouls se sont mis à dos un autre allié : les musulmans. En 1990, ils chassent brutalement les musulmans vivant dans le nord du Sri Lanka, sous leur contrôle; les Tigres les soupçonnaient

VOIR PAGE 4 : SRI LANKA

## BILLET



Judy Rebeck

## Manifestations et village global

Au cours des derniers mois, à Toronto et à Montréal nous avons fait l'expérience du village global comme jamais auparavant. Depuis janvier, la communauté tamoule (environ 250 000 personnes au Canada d'après certaines sources) a manifesté sans répit pour amener Ottawa à agir afin d'empêcher le massacre de civils tamouls dans les dernières étapes de la guerre civile au Sri Lanka.

De toute ma vie de militante, je n'ai jamais vu des manifestations de rues aussi longues que celles qui ont eu lieu à Toronto depuis quelques mois. La moitié de la communauté tamoule est descendue dans la rue, pour former une première chaîne humaine le long du trottoir sur Union Station au centre-ville jusqu'à la rue Bloor, puis une seconde, encore plus longue, en face du consulat sri lankais. Malgré l'ampleur de ces manifestations, la couverture des grands médias ne s'est concentrée que sur les problèmes de circulation routière qu'elles ont occasionnées.

La communauté tamoule a alors décidé d'en faire davantage. Elle s'est assise dans la rue en face du consulat américain durant quatre jours. En plus du fait que la police leur permettait de manifester dans la mesure où ils laissaient la voie libre pour les urgences, il est magnifique de constater la composition du groupe qui participait au sit-in. Bien que des jeunes de deuxième génération d'immigrants menaient la manifestation, c'était des femmes et des enfants qui formaient le cœur du groupe. Je n'ai jamais vu autant d'enfants engagés dans une manifestation, et la plupart comprenaient exactement pourquoi ils se trouvaient là. Cette manifestation a été si longue, qu'un des leaders de la communauté tamoule m'a dit que ce lieu était devenu un important centre d'interactions sociales, surtout pour les jeunes.

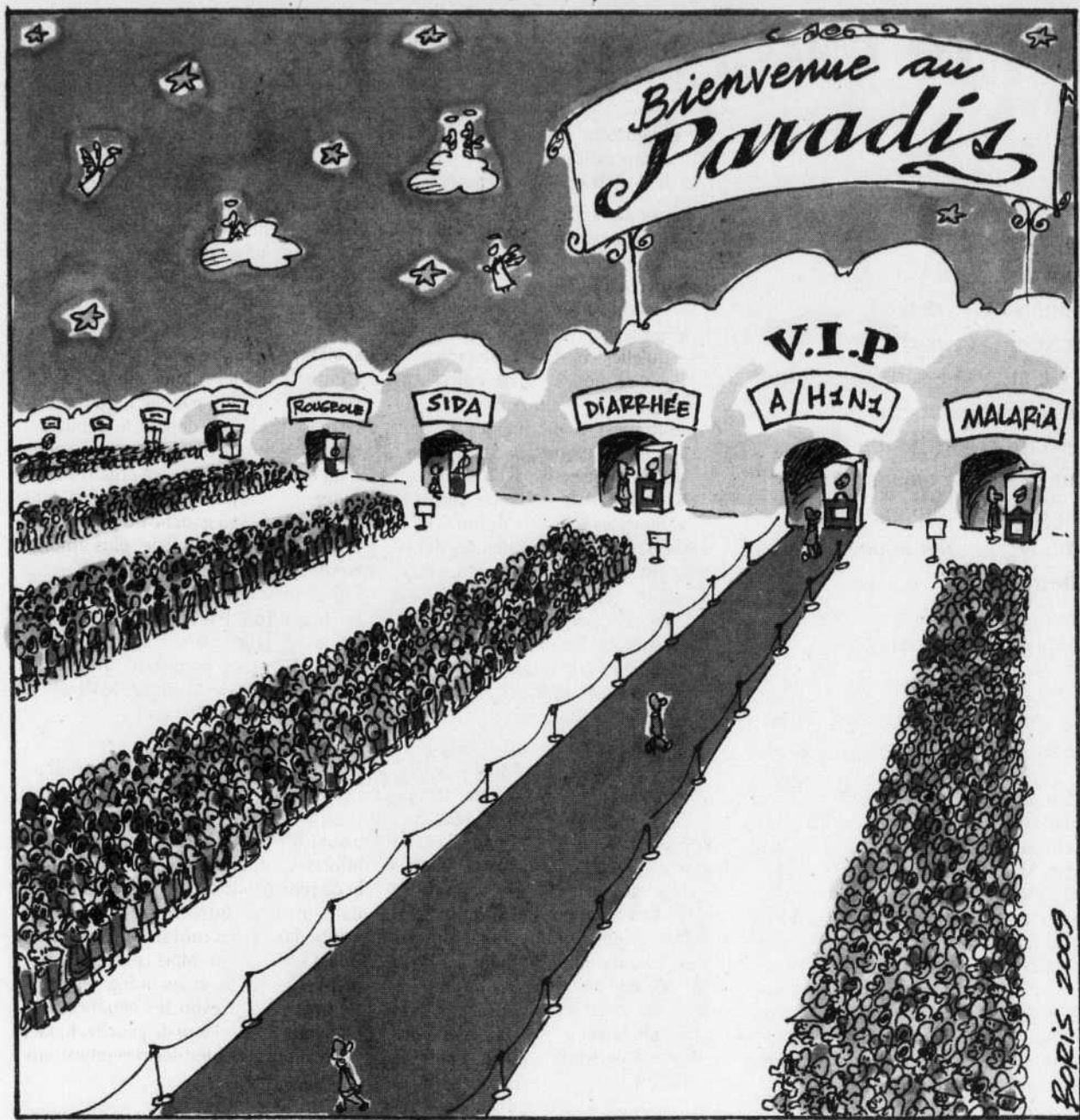
Ce sit-in sur l'avenue University a commencé à irriter les Torontois qui se plaignaient d'être retardés pour aller travailler. J'ai été consterné d'entendre des commentaires ouvertement racistes lorsque j'ai participé à une émission de télé locale pour défendre les protestataires. Malgré tout le brouhaha, les politiciens et le gouvernement demeuraient muets.

Puis, le dimanche 10 mai, dans un coup d'éclat, environ 2 000 Tamouls envahirent une des autoroutes les plus achalandées de Toronto et la bloquèrent en y restant assis durant plusieurs heures. Durant cette fin de semaine, des nouvelles concernant le massacre de civils tamouls ont été diffusées. Frustrés par le silence d'Ottawa, malgré des manifestations d'une ampleur jamais vue au pays, et désespérés par le sort de leurs proches au Sri Lanka, les militants tamouls avaient posé un geste de désobéissance civile original.

La lutte des Tamouls occupa finalement la une de tous les médias au pays, malgré la grogne des automobilistes qui revenaient à Toronto à la fin du week-end. Le chef libéral Michael Ignatieff a alors accepté de soulever la question sri lankaise au parlement, et les Tamouls ont pacifiquement, comme cela a toujours été le cas, quitté l'autoroute pour poursuivre leur manifestation en face du consulat américain, sur le trottoir cette fois.

Cette occupation d'une autoroute a entraîné de sérieuses frustrations, mais elle a permis de faire bouger les choses en plaçant la cause des Tamouls au centre de l'actualité. La communauté tamoule a été brillante dans ses efforts de mobilisation, mais elle a été moins efficace pour se trouver des alliés. L'appui à leur cause a souffert de la confusion causée par le rôle des Tigres tamouls, qui ont commis des atrocités. Le discours sur la guerre contre le terrorisme a permis à des gouvernements comme le nôtre d'ignorer le massacre de civils par des États répressifs au nom de la lutte contre le terrorisme. Malgré certaines réticences envers les Tigres, il est impératif de séparer la question des droits humains des problématiques politiques.

L'existence du village global est maintenant beaucoup plus palpable pour les Canadiens. La solidarité avec diverses communautés vivant dans notre ville permet non seulement de défendre les droits humains, mais aussi de garantir que ces communautés seront avec nous pour les batailles à venir au Canada. La communauté tamoule a réalisé que ses vrais alliés se trouvent dans le mouvement social et dans les syndicats, et ces groupes ont découvert une nouvelle forme de militantisme dans leur propre cour.



## Tabac tabou

**Les cigarettes non-taxées produites et vendues dans les territoires mohawks prolifèrent et le crime organisé infiltre cette industrie. Kahnawake cherche enfin à se doter de règles de transparence et d'équité. Pourquoi le Québec n'en profite pas pour négocier une entente sur la fiscalité avec les Mohawks, plutôt que de ne rien faire et de contribuer ainsi au problème?**

PIERRE TRUDEL

Quatre cigarettes sur dix grillées au Québec proviennent de la contrebande. Une bonne partie de ces cigarettes est fabriquée et vendue à Kahnawake, Akwesasne et Kanosatake. C'est ce que révélait récemment une enquête de *The Gazette*. L'industrie du tabac de Kahnawake produit désormais plus de cigarettes qu'Impérial Tobacco, affirme un commerçant mohawk, cité par le journaliste William Marsden. On transporte, on fabrique et on vend; deux mille emplois sont ainsi créés, souvent occupés par des non-autochtones. On peut blâmer les Mohawks parce qu'ils nuisent à la santé publique en rendant accessibles autant de cigarettes à bas prix. Comment cependant leur reprocher cette belle réussite en matière de développement économique et de création d'emplois dans une « réserve indienne » ?

Les Amérindiens ne cultivent pas le tabac, qui provient souvent de l'extérieur du Canada pour y entrer illégalement. C'est la vente sans taxes du tabac qui se trouve à la source de ce « succès commercial », activité toujours illégale aux yeux des gouvernements.

### Une question de gros sous et de santé publique

Les enjeux sont considérables. Les revenus du Québec sont amputés de trois cents millions par année, sans parler des coûts de santé résultant de ce tabagisme à bon marché. La cartouche de cigarettes se vend 20 \$ plutôt que 70 \$ ou 90 \$. Et c'est encore moins cher si les cigarettes sont vendues en vrac dans des sacs de plastique... Si de bons pères et bonnes mères de famille occupent certains de ces emplois, *The Gazette* rapporte par contre que le crime organisé a infiltré l'industrie du tabac mohawk. Le reportage, paru le 28 mars 2009, a suscité de fortes réactions à Kahnawake. Deux poids lourds de la communauté, le chef du Conseil mohawk de Kahnawake, Rhonda Kirby, et l'ancien éditeur Kenneth Deer, sont aussi d'avis que le crime organisé est bien implanté à Kahnawake. Deer croit toutefois que ce reportage en dit peu sur le fait que le crime organisé est bien canadien, plutôt que mohawk;

surtout, il critique l'absence de piste de solution au problème, soit une entente entre les gouvernements. Ce qui est plus inquiétant, cependant, c'est que l'association qui tente de représenter les intervenants de « l'industrie du tabac » semble nier la présence du crime organisé. Elle renvoie tout le problème aux gouvernements et dénonce *The Gazette* pour avoir sali, encore une fois, la réputation de tous les Mohawks.

Les médias francophones du Québec tardent à nous informer adéquatement sur cette question. Cela rappelle la crise de la contrebande des années 1990. Dans les médias francophones, l'accent était mis sur le rôle des Mohawks. Le thème privilégié consistait à dénoncer le fait que des Québécois étaient mis en état d'arrestation lorsqu'ils vendaient du tabac de contrebande, pendant que des

Certains États américains ont trouvé la solution dans le partage des taxes avec les Premières Nations, ou dans l'établissement de quotas de vente. Dans l'État de New York, la nation Séneca a réussi à contrôler le problème en obligeant les commerçants à obtenir des timbres qu'ils apposent sur tous les paquets de cigarettes vendus. Si les commerçants ne se plient pas à cette exigence, ils sont arrêtés par les policiers autochtones. Les timbres apportent des revenus à la Première Nation, tout en réduisant l'infiltration par le crime organisé. Kahnawake envisage de s'inspirer de ce modèle pour enfin établir des règles de transparence dans cette industrie du tabac qui ne cesse de croître.

Plus près de nous, les Chefs des Premières Nations de l'Ontario ont conclu une entente en février 2008 sur la taxation du revenu du casino Rama. Ces bandes ont réduit leurs demandes dans le domaine de la fiscalité en échange de l'engagement de l'Ontario d'injecter trois milliards de dollars sur 25 ans en fonds publics dans 134 communautés autochtones. Communautés qui en ont bien besoin!

Si ce genre d'entente se réalise à nos portes, pourquoi n'y en a-t-il pas de semblable au Québec sur la question du tabac? Trois cents millions de taxes perdues, multipliées par quatre ans, nous voilà arrivés à plus d'un milliard de dollars! Pour le Québec, Louis Bernard a déjà négocié avec Kahnawake sur cette question de la fiscalité. Pourquoi n'y a-t-il pas de négociation présentement? Est-ce un tabou? De l'information continue et équilibrée mettrait de la pression sur les autorités politiques responsables, y compris celles des Mohawks. Une « Paix des Braves » avec les Mohawks mènerait à une « paix du tabac » qui pourrait réduire les dommages en santé et profiter à tous, sauf au crime organisé!

L'auteur enseigne l'anthropologie au cégep du Vieux Montréal et est spécialiste des questions autochtones.



PHOTO: FLICKR / BCOSTIN

Mohawks continuaient leurs activités en toute impunité. Les médias anglophones, quant à eux, soulignaient plutôt la question de la santé publique et le lien entre le prix des cigarettes et la consommation de tabac. Le rôle déterminant des grandes compagnies de cigarettes avait été rapporté bien des années après la crise. Certaines de ces compagnies sont toujours poursuivies en cour, d'autres ont payé en 2008 plus d'un milliard de dollars d'amendes! Et leur complicité semble se poursuivre : dans l'État de New York, pour l'année 2007-2008, le quart des ventes de cigarettes fabriquées par les grandes compagnies s'est produit dans les territoires amérindiens.

### Une entente politique est possible

Il est clair que la solution ne se trouve pas strictement dans l'application de la loi. Les succès récents de la SQ et de la GRC dans l'arrestation des runners, qui fournissent du tabac aux entrepreneurs de Kahnawake, créent des pénuries pour ceux qui fabriquent des cigarettes. Cela pousse des membres de l'Association du tabac de Kahnawake (KTA) à entrer dans la légalité canadienne et québécoise, comme le font déjà certains Mohawks, en demandant des permis officiels d'achat de tabac et de fabrication de cigarettes.

Le temps semble propice pour négocier une entente sur ce vieux problème, qui loin d'être seulement québécois, est aussi nord-américain.

## Trois façons de poser un geste concret pour Alternatives

### 1. Je veux m'abonner au journal

- 30 \$ pour recevoir le journal *Alternatives* (10 numéros par année).

### 2. Je désire être membre

- Cotisation annuelle :  36 \$ (cotisation normale)  
 15 \$ (sans-emploi ou étudiant)  
 60 \$ (membre de soutien)

Tous nos membres reçoivent gratuitement le journal *Alternatives* et bénéficient d'autres avantages.

### 3. Je veux faire un don

J'appuie financièrement les projets de solidarité internationale d'Alternatives.

☞ Veuillez cocher votre choix :  1  2  3

Voici un montant de : \$

Mode de paiement :  chèque  Visa  Mastercard  American Express

No de la carte :

Date d'expiration :

Signature :

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal :

Téléphone : ( ) Courriel :

Faites parvenir votre contribution et/ou ce formulaire à l'adresse suivante :  
**Alternatives 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1**  
 Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 15 \$ et plus - No d'enregistrement : 1411 69086 RR0001

Pour en savoir plus : 514-982-6606 • www.alternatives.ca

#### ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel Lambert  
 RESPONSABLE DE L'INFORMATION : Emmanuel Martinez

MONTRÉAL - 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1  
 Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC - 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2  
 Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 27 mai 2009 du quotidien *Le Devoir*. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Emmanuel Martinez - COMITÉ DE RÉDACTION : Alain Ambrosi, Pierre Beaudet, Stéphan Coriveau, France-Isabelle Langlois, François L'Écuyer, Denis McCready, Nachammai Raman, Alexandre Touchette - CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Francis Dupuis-Déry, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebeck et Michel Warschawski - RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan - INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet - CARICATURE : Boris

## Une journée pour l'art engagé

Événement de clôture du concours artistique 2009 de la Fondation Charles-Gagnon

Samedi, 6 juin  
 À la salle de théâtre  
 Les deux mondes  
 Activités de 12h30 à 22h



www.fondationcharlesgagnon.org  
 Entrée 10\$

## Entre l'arbre et l'écorce

Les mouvements autochtones d'Amérique latine ont fait beaucoup de chemin depuis une dizaine d'années. Mais ces avancées demeurent fragiles et les défis, tel accroître leur participation à la vie publique sans davantage s'assimiler, sont énormes. Bernard Duterme, un des plus grands spécialistes de la question indigène dans cette région, fait le point pour Alternatives.

**BERNARD DUTERME**

La tendance de fond qu'on peut observer dans plusieurs pays d'Amérique latine est suffisamment originale et fragile pour que l'on s'y attarde. Originale, car le profil des mouvements populaires indigènes qui y défilent la chronique depuis quelques années – des Mapuches du Chili aux Mayas d'Amérique centrale en passant par les Aymaras et les Quechuas des Andes, les Kunas de Panama, etc. – tranche résolument avec les organisations révolutionnaires d'hier et les crispations identitaires d'aujourd'hui. Mais la tendance est aussi fragile, car si la dynamique indienne, plus affirmative que destructrice, a l'heur de séduire, elle est également sujette à des dérives.

Le contexte d'émergence de ces mobilisations, c'est d'abord l'échec patent, en termes sociaux et environnementaux, de vingt ans de néolibéralisme sur le continent latino-américain. La concentration des richesses au sein d'une minorité est la plus haute de toute la planète, 230 millions de personnes (44 % de la population de la région) vivent sous le seuil de pauvreté. Le coefficient Gini, qui mesure le degré d'inégalité, atteint le chiffre record de 0,57 (pour 0,29 en Europe et 0,34 aux États-Unis). À l'extrême polarisation sociale, dont les indigènes sont les premières vic-

times, s'ajoutent les frustrations nées d'une démocratisation strictement formelle de l'Amérique latine.

### Participer sans s'assimiler

Mais ce contexte n'explique pas tout. Les mobilisations indigènes actuelles tirent aussi leurs raisons d'être et leurs originalités d'autres influences, héritages et brassages. Elles ont ceci de novateur qu'elles combinent des identités (sociales, ethniques, territoriales), des revendications (économiques, culturelles, politiques) et des modes d'action (massifs, symboliques, pacifiques) souvent antinomiques dans l'histoire des luttes. Identitaires sans être réactionnaires, ouvertes sans être désincarnées, ces rébellions à la fois indiennes et paysannes multiplient les ancrages – local, national et mondial – sans les opposer. Leurs aspirations portent autant sur la reconnaissance des droits humains des indigènes que sur la démocratisation en profondeur des États et la critique du modèle de développement néolibéral.

Ces mouvements « identitaires, révolutionnaires et démocrates » revendiquent une intégration sans assimilation et, contrairement à certaines élites du nord du Mexique, de l'est de la Bolivie ou d'Équateur, une autonomie sans séparation. Leur rapport au pouvoir et à l'État reste néanmoins pluriel et problématique, tantôt empreint d'une défiance épidermique à l'égard de la scène politique traditionnelle, comme les zapatistes du Chiapas, tantôt mû par la volonté d'y accéder pour ne laisser à personne d'autre le soin de la « décoloniser », à l'instar du Bolivien Evo Morales, premier indigène à accéder à la présidence d'un pays où 62 % de la population se définit comme étant d'origine indienne.

L'originalité de ces mouvements n'est cependant ni à essentialiser ni à idéaliser. Bien des dérives et des menaces les guettent. Internes et externes. En réaction aux stratégies des États ou des pouvoirs mis en cause – qui classiquement vont de la répression à la cooptation, en passant par des manœuvres plus ou moins larvées de pourrissement des situations, de fragmentation des acteurs, d'institutionnalisation des revendications... –, l'exacerbation d'une

dimension de ces mobilisations populaires, au détriment des autres caractéristiques, pourrait leur être fatale. Des crispations culturalistes ou ethnocistes apparaissent de-ci de-là, tout comme des fuites en avant populistes lorsque les leaders succombent à une surenchère simplificatrice.

### Les autochtones et le « virage à gauche »

L'impact sur les mouvements indigènes du « virage à gauche » qu'a connu l'Amérique latine depuis le début des années 2000 diffère nécessairement d'un endroit à l'autre : les organisations indigènes ont joué un rôle central dans le basculement à gauche du pouvoir national, comme en Bolivie, plus ambigu comme en Équateur, ou pratiquement nul comme au Venezuela, au Brésil et en Argentine. Paradoxalement, quatre des six pays les plus peuplés d'autochtones ont gardé à ce jour un pouvoir plutôt à droite : le Mexique, le Pérou, le Guatemala et la Colombie.

En Bolivie, Evo Morales jouit encore de la confiance des mouvements indigènes, populaires et syndicaux qui l'ont confirmé à la présidence du pays en 2008. Morales a été soutenu dans ses efforts conflictuels de réappropriation et de redistribution des richesses nationales (hydrocarbures, terres...) et, début 2009, dans la promulgation d'une nouvelle Constitution. Mais cette confiance ne perdurera que si les indigènes finissent par en percevoir les bénéfices. En Équateur, le président de gauche, Rafael Correa, porteur hier des revendications des mouvements sans pour autant y être lié organiquement, vient d'être aisément réélu en avril... sans l'appui de la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur. La dynamique indienne équatorienne, divisée et égarée dans des stratégies politiques confuses, reproche aujourd'hui à Correa de sacrifier les richesses naturelles nationales sur l'autel du productivisme et d'un développement économique non durable.

Au Mexique, l'option zapatiste, en marge des gauches mexicaines, mais longuement justifiée de ne pas soutenir le candidat social-démocrate, Lopez Obrador, à l'élection présidentielle de 2006, a sans doute valu aux insurgés



PHOTO: FLICKR/EME É ELEA

Des Mapuches du Chili manifestent pour défendre leurs droits.

du Chiapas une bonne partie de leur relatif isolement politique actuel. Il leur reste à parier sur la consolidation de « l'autonomie de fait » de la quarantaine de « municipalités en rébellion » aux confins du Mexique, dans un contexte social, économique et militaire qui leur est pourtant très défavorable. Au Guatemala, les séquelles de la longue et sanglante guerre entre militaires et guérilla, dont les Mayas furent les premières victimes concourent encore à la fragmentation du mouvement indigène et à l'absence d'une gauche politique représentative.

Au Pérou, où la population d'origine indienne est proportionnellement l'une des plus fortes du continent, un faisceau de facteurs historiques comme l'émigration rurale massive et les mouvements de population ont affecté les capacités de mobilisation, ce qui explique jusqu'il y a peu l'inexistence d'un véritable mouvement à l'échelle nationale. Mais le soulèvement récent des indigènes de l'Amazonie contre la pénétration des « multinationales prédatrices » et les accords de libre-échange négociés par le gouvernement national, avec le Canada notamment, est en passe de contredire la tendance, d'autant plus si l'appui de leurs compatriotes andins se précise. En Colombie, dans un climat

délétère créé par la violence, l'autoritarisme et le néolibéralisme, l'activisme indigène, dans toute sa diversité et en dépit d'une population autochtone très minoritaire, entend aussi apporter sa pierre à l'émergence d'une gauche sociale et politique démocratique.

Dans tous les cas de figure, le destin plus ou moins heureux de ces mouvements dépendra des réponses structurelles qu'ils parviendront à forcer, de la capacité des sociétés latino-américaines à partager la richesse et à assumer la diversité, bref de leur capacité à se démocratiser véritablement. En attendant, comme le précise Yvon Le Bot dans *La grande révolte indienne*, livre paru cette année, les résultats « les plus encourageants et les plus durables ont été obtenus au niveau local, parfois régional, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la démocratie communautaire ».

L'auteur est directeur du CETRI ([www.cetri.be](http://www.cetri.be)) de Louvain-la-Neuve en Belgique. Il est auteur et coauteur de plusieurs ouvrages, études et articles sur les rébellions indigènes, les mouvements sociaux en Amérique latine et les rapports Nord-Sud.

## Les autochtones minés par les multinationales canadiennes

Nuisances, dégradations de l'environnement, expropriations. Les communautés autochtones paient le prix de l'exploitation minière. Les multinationales justifient leur présence par un argument bien noble : participer au développement économique des régions concernées. Qu'en est-il réellement?

**KATIA TOBAR**

Le 7 mai, Barrick Gold annonce le lancement du projet très controversé de la mine aurifère de Pascua Lama. Située à la frontière entre l'Argentine et le Chili, cette mine est présentée comme une grande opportunité économique. Seul bémol, des 5 500 emplois créés pour la construction de la mine, seulement 1 600 seront maintenus pendant la phase d'exploitation. Et c'est sans parler des « 8 000 agriculteurs menacés par l'extraction de la mine », comme l'indique Patricio Lopez, coordinateur national de la Manifestation de défense de l'environnement au Chili.

Marcel Claude, économiste à l'Université de Santiago au Chili, étudie l'impact des mines sur le développement économique du pays. Il observe que la contribution « au niveau des revenus et de l'emploi [pour les communautés locales] est nulle ». En effet, les compagnies minières sont à l'origine de seulement « 0,5 % de l'emploi » au Chili. « *Minime par rapport à l'économie nationale!* » dit-il.

Au Guatemala, la mine Marlin, exploitée par une filiale de Glamis Gold, ne créera à long terme que « 160 emplois locaux » sur les 1 000 emplois créés la première année, selon le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA). Sans compter que seulement « 1 % des profits de la mine seront versés au gouvernement guatémaltèque et aux administrations municipales ».

**Un développement à court terme**  
Il est certain que les entreprises minières participent au développement économique local : construction d'écoles pour

les enfants des employés de la mine, infrastructures routières, centres de santé. Daviken Studnicki-Gizbert, professeur d'histoire à l'Université McGill, explique que les projets à ciel ouvert amorcés par les sociétés canadiennes ont « une durée de vie d'une vingtaine d'années en moyenne, comprenant l'exploration, le forage et l'exploitation de la mine ». La question est de savoir si les infrastructures construites pendant l'extraction répondent aux besoins des communautés autochtones locales à long terme.

Une grande partie des emplois offerts par une mine sont spécialisés. La main-d'œuvre qualifiée, ingénieurs ou cadres, provient des pays développés ou des zones urbaines. Des formations sont bien sûr proposées aux populations locales, souvent autochtones. Mais elles nécessitent un « niveau d'éducation préalable la plupart du temps inexistant », confie Jamie Kneen, de Mining Watch. Sans parler du fait que les autochtones locaux exercent déjà un emploi. Agriculture, artisanat, tout un mode de vie traditionnel est mis à mal. La contamination de l'eau et des terres nuit à l'agriculture. Les transnationales créent effectivement quelques emplois pour la population locale, mais à quel prix et combien d'emplois sont indirectement détruits ?

### Économie nationale

Les redevances payées par les entreprises minières à l'État permettraient en théorie d'impulser l'économie nationale. La Bolivie par exemple est « le pays qui dépend le plus des transnationales minières », selon Daviken Studnicki-Gizbert. Mais la situation n'est pas aussi simple. Au début de son mandat présidentiel en 1993, Gonzalo Sanchez de Lozada lance une grande politique de privatisation touchant de surcroît les ressources naturelles du pays. Les multinationales obtiennent des concessions pour une durée de 40 ans tout en

bénéficiant d'une réduction d'impôts de moitié. Les minières payaient alors 18 % de taxes à l'État, un des taux « les plus bas au monde », d'après Walter Chavez, ancien directeur de l'édition bolivienne du *Monde diplomatique*. C'est l'élection d'Evo Morales qui change les rapports de force entre les mines et l'État. En plus d'engager une politique de nationalisation des hydrocarbures, Evo Morales renégocie les contrats avec les compagnies minières étrangères. Ce rapport de force, les pays en développement n'ont pas tous réussi à le mettre en œuvre. Au Chili, Marcel Claude remarque que les transnationales « ne paient pas ou très peu d'impôts à l'État chilien », grâce à des procédés plus ou moins douteux. Ces entreprises « profitent d'un vide législatif », selon Marie-Ève Marleau de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, car les lois en vigueur, promulguées au temps de la dictature, nuisent à l'imposition de ces compagnies.

La lutte vers la nationalisation des ressources naturelles et le respect des territoires autochtones est encore longue. En janvier dernier, l'approbation d'une loi autorisant l'extraction des ressources naturelles en Équateur, qui profite à des minières canadiennes comme Kinross, Jamgold ou Corriente Resources, provoque des vagues de manifestations menées par des communautés autochtones. Selon la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur), cette loi irait à l'encontre de la Constitution votée en septembre 2008 prévoyant des « droits à la nature » et « l'accès à l'eau comme un droit humain ». Lors de sa réélection, le président Rafael Correa affirme que « les Équatoriens trancheront entre un passé fait de pillage et d'injustice et un avenir bien plus beau ». Entre les certitudes du passé et les promesses d'un bel avenir, que devraient choisir les autochtones ?

**5<sup>e</sup> SOMMET CITOYEN DE MONTRÉAL**  
UN FORUM SOCIAL MONTRÉALAIS OUVERT À TOUS ET À TOUTES  
5 AU 7 JUIN 2009  
Avec activités en English • Conférences • Tables rondes • Ateliers • Kinross • Films et bien plus!  
Au Pavillon J.-A. De Séve de l'UQAM 514 282-8378 www.5sc.ecologieurbaine.net



**Une invitation aux citoyens et citoyennes à discuter et à débattre en vue d'adopter un Agenda citoyen pour Montréal.**

### 5 JUIN – SOIRÉE D'OUVERTURE

musique, danse, poésie avec Caracol, Labess, Ivy et plusieurs autres  
à 19 h 30 à la Société des arts technologiques - SAT  
1195, boul. Saint-Laurent

### 6 - 7 JUIN – CONFÉRENCES, TABLES RONDES ET PLUS DE 80 ATELIERS

sur l'économie montréalaise, l'aménagement urbain, la justice sociale, l'inclusion, la citoyenneté, l'environnement, la démocratie et la culture  
à l'UQAM - Pavillon J.A. De Séve

### 1<sup>er</sup> FESTIVAL DE FILMS LA VILLE ET L'ENVIRONNEMENT

au Cinéma du Parc les 29, 30 et 31 mai

**INFORMATION / INSCRIPTION**  
Centre d'écologie urbaine de Montréal

(514) 282-8378 • [www.5sc.ecologieurbaine.net](http://www.5sc.ecologieurbaine.net)

10<sup>e</sup> édition  
**PRÉSENCE AUTOCHTONE**  
du 11 au 21 juin à Montréal 2009  
[www.nativelynx.qc.ca](http://www.nativelynx.qc.ca)

## Iran Et le gagnant est ?

Les Iraniens vont élire leur prochain président en juin. La question sur toutes les lèvres : qui peut prévenir la réélection du controversé président Mahmoud Ahmadinejad? Des alliances se dessinent pour contrer celui qui fait face à de sévères critiques.

SAM RAZAVI

Cela peut surprendre, mais les Iraniens votent rarement en fonction de questions de politique étrangère. Les griefs au sujet du prix de la nourriture et des logements font ombrage à des problématiques telles que le programme nucléaire, les relations avec l'Occident et la situation chez les voisins irakien et afghan.

Les principaux thèmes électoraux sont donc économiques : chômage, pénurie de carburant, corruption et taux d'inflation de 30 %. Aux yeux des électeurs, toutes ces questions reflètent surtout la mauvaise gestion économique du président Ahmadinejad.

L'augmentation considérable du salaire minimum, la baisse draconienne des taux d'intérêt et les folles dépenses de la rente pétrolière ont causé une hausse de l'inflation, l'escalade des prix de l'immobilier et une augmentation de la liquidité à des niveaux sans précédent, creusant du même coup l'écart entre riches et pauvres.

**Principaux mouvements politiques**  
Derrière Ahmadinejad se trouve la faction des conservateurs. Ces derniers préconisent un plus grand respect des idéaux de la Révolution islamique de 1979, allant de l'imposition d'un habillement plus traditionnel pour les femmes à un ton plus agressif vis-à-vis de l'Occident. Leur principal soutien vient de la classe pauvre et pieuse, en particulier dans la banlieue sud de Téhéran et dans les régions rurales. Ils jouissent également de la majeure partie des votes des militaires et des paramilitaires.

Les conservateurs sont confrontés à deux autres forces politiques : les conservateurs pragmatiques et les réformateurs. Essentiellement, les deux tendances sont préoccupées par les politiques fiscales d'Ahmadinejad et sa rhétorique incendiaire au sujet d'Israël, de la Shoah et du programme nucléaire; une stratégie qu'ils jugent inutile et contre-productive.

Pour les conservateurs pragmatiques, réunis autour de l'ancien président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani (1989-1997), la principale préoccupation est la gouvernance d'Ahmadinejad. Ils font la promotion d'un gouvernement plus classique établi sur la défense de l'intérêt national, à l'instar de la présidence de Rafsanjani.

Leur base électorale tourne autour des citoyens pieux de classe moyenne qui sont mécontents de la situation économique, mais qui ne changeraient en rien le système politique de la République islamique. Ainsi, ces électeurs consentiraient à de meilleures relations avec le monde – y compris les États-Unis – étant donné que cela lèverait les lourdes sanctions et améliorerait les conditions économiques.

L'autre tendance est conduite par les réformateurs, centrée sur un autre ancien président, Mohammad Khatami (1997-2005). Ces derniers prônent des réformes telles que la démocratisation des institutions et une politique étrangère plus conciliante. Malgré certains revers récents, les réformateurs sont encore capables d'influer sur la scène politique iranienne.

Leur base électorale vient surtout de la classe moyenne-supérieure dans les grandes villes et des étudiants à travers le pays. Étant donné que 65 % des Iraniens ont moins de 30 ans, les réformateurs sont encore en position de changer la dynamique du pays. Reconnaisant que les jeunes sont découragés par la difficile condition du marché du travail, ils ont écarté leurs revendications de réformes politiques pour faire plutôt campagne avec une plateforme économique.

**Principaux candidats**  
Évidemment, Ahmadinejad est le candidat conservateur. Nonobstant la perte du soutien de certains grands religieux chiites et malgré les incessantes critiques à son égard, la majorité de ses partisans le perçoivent toujours comme un chef d'État bien intentionné qui a tenté, sans succès, d'améliorer leur sort.

Pour les conservateurs pragmatiques, le prétendant est Mohsen Rezaï, un ancien chef d'État major qui avait pris part aux présidentielles de 2005. Cependant, peu d'experts estiment qu'il a une véritable chance de remporter les élections, mais sa seule présence enlèvera quelques votes à Ahmadinejad au premier tour.

Si les réformateurs sont sérieux dans leur désir de gagner, ils doivent s'unir derrière un seul candidat. Le retrait de l'ancien président Khatami laisse dé-



PHOTO: FLICKR/YOUNGROBY

Grand bazar de Téhéran. Les électeurs iraniens sont surtout préoccupés par la flambée des prix et le taux de chômage, plutôt que par les relations avec les États-Unis ou Israël.

sormais deux candidats sous le drapeau réformateur. D'un côté se trouve Mehdi Karroubi, un cleric modéré et de l'autre, l'ancien premier ministre Mir-Hossein Mousavi (1981-1989). Cette double candidature risque – comme en 2005 – de diviser leurs voix au premier tour et de les priver d'un candidat au deuxième.

**Une alliance pragmatiques-réformateurs?**

Une alliance entre réformateurs et pragmatiques n'a jamais été aussi probable, précisément parce que tous deux partagent plusieurs politiques et ont découvert un dénominateur commun dans leur désir d'écarter Ahmadinejad.

Par exemple, tous deux estiment que les libertés civiles ont été considérablement freinées sous l'actuel président, créant une insatisfaction inutile dans la population. Étant donné que le programme nucléaire iranien est appuyé à travers le spectre politique iranien, aucun des deux blocs ne renoncera à cette ambition.

Deux indices laissent entrevoir une alliance « anti-Ahmadinejad ». Premièrement, les conservateurs pragmatiques n'ont pas mis de l'avant un candidat sérieux, signifiant ainsi qu'ils seraient prêts à donner leur soutien aux réformateurs. Deuxièmement, un des prétendants réformateurs, l'ancien premier ministre Mir-Hossein Mousavi – appuyé par Khatami après son retrait

– est connu pour être proche des deux blocs. Même s'il est méconnu de certains jeunes électeurs, l'ancien premier ministre réputé tant de la gauche que de la droite, pour être un excellent et incorruptible gestionnaire. Mousavi pourrait donc s'avérer un choix consensuel, faisant de lui un fort rival pour contrecarrer la réélection d'Ahmadinejad.

Par ailleurs, il ne faut pas surestimer la puissance et l'importance de la fonction présidentielle en Iran. D'autres facteurs doivent être pris en considération, notamment le rôle d'ultime arbitre politique que joue le Guide suprême, l'Ayatollah Ali Khameneï. C'est lui qui détermine les grandes lignes de la politique intérieure et étrangère de l'Iran, faisant ainsi ombrage au président.

Même si Ahmadinejad semble être dans les bonnes grâces du Guide suprême, les jeux ne sont pas encore faits et l'actuel président doit se préparer pour une campagne électorale difficile.

L'auteur est chercheur associé au Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI) de l'Université de Montréal.

5<sup>e</sup> SOMMET CITOYEN DE MONTRÉAL  
5 AU 7 JUIN 2009

ALTERNATIVES  
au 5<sup>e</sup> Sommet  
citoyen  
de Montréal!

Alternatives organise deux ateliers le 6 juin :

- **La diversité culturelle, richesse de Montréal : Parole aux aînés**  
Les aînés ethnoculturels : problématiques économiques et accès aux services essentiels
- **Solidarité avec la Palestine**  
Témoignages de citoyens et de syndicalistes québécois faisant partie d'une délégation qui a visité la Palestine à la fin mai.

Alternatives

www.alternatives.ca

## PALESTINE SUITE DE LA UNE

Lorraine Guay, « le mur est symbole d'une agressivité impressionnante, il coupe routes et villages et morcelle le territoire ».

**La délégation, et après**

Fabienne Présenty, explique que « la délégation est venue avec l'intention de témoigner de la situation des Palestiniens en Cisjordanie afin de voir quels sont leurs besoins, dans l'optique de leur apporter le soutien et les ressources disponibles à travers nos réseaux sociaux. » Elle cite en exemple une rencontre qu'ils ont eue avec les dirigeants d'un centre qui travaille avec les enfants, afin de voir comment il serait possible d'élaborer des projets communs. Elle tient à préciser « qu'on n'est vraiment pas ici pour faire du voyeurisme politique, mais vraiment pour voir quels sont leurs besoins et à quel niveau on pourrait les soutenir ».

Les membres de la délégation vont poursuivre ici leur travail de sensibilisation et d'action pour appuyer le peuple palestinien. Lorraine Guay évoque la possibilité de jumelage entre camps de réfugiés ou villages palestiniens avec des municipalités québécoises. Représentante pour la Marche mondiale de femmes, elle mentionne les liens créés avec un comité de femmes palestiniennes en vue d'élaborer conjointement des actions en Palestine dans le cadre de la Marche l'an prochain.

La délégation voulait aussi dénoncer les positions canadienne et québécoise concernant l'occupation du territoire palestinien par Israël, ainsi que le morcellement du territoire et le non-respect du droit international par l'État hébreu.

Et il est clair que la poursuite de la campagne mondiale de sanctions et de boycottage envers Israël demeure une priorité. Les différents groupes de la société civile rencontrés en Cisjordanie par la délégation québécoise ont souligné son importance. C'est la société civile palestinienne qui a lancé un appel à une campagne non violente de boycottage, de désinvestissement et de sanctions (BDS) en 2005, qui se poursuivra tant qu'Israël ne respectera pas le droit international.



PHOTO: DIRK HAARMANN

## NAMIBIE SUITE DE LA UNE

Les familles sont grandes en Namibie. 26 personnes d'un même foyer reçoivent chacun 100 \$ namibiens (14 \$) par mois, ce qui permet de mieux nourrir les enfants et de les envoyer à l'école.

sements leur permet d'acheter davantage de fournitures pour les élèves.

**Des craintes infondées**

Le revenu garanti a engendré un autre effet surprenant : un accroissement des revenus et une activité économique beaucoup plus forte. Avec maintenant un peu d'argent dans les poches, plusieurs villageois ont créé des micro-entreprises, comme dans les domaines de la coiffure, de la pâtisserie ou de la fabrication de briques. En un an, les revenus tirés des salaires ont augmenté de 19 %, de 36 % pour l'agriculture et de 301 % pour le travail autonome! Ces données prouvent qu'un revenu garanti n'encourage pas la paresse ou la dépendance, comme l'avançaient ceux qui s'opposaient à cette initiative.

Les craintes liées à une montée de l'alcoolisme ne se sont pas avérées. De plus, les crimes liés à la pauvreté (chasse illégale, vols ou entrées par effraction) ont chuté de moitié. Le revenu garanti affranchit aussi les femmes. Plusieurs n'ont plus à se prostituer occasionnellement pour survivre.

Après un an, les résultats de mi-parcours de ce projet pilote sont encourageants et ils excèdent les attentes de la Coalition qui le parraine. La communauté a adopté cette initiative et elle est déterminée à en faire un succès. La Coalition espère maintenant convaincre le gouvernement namibien d'adopter le revenu de base garanti pour l'ensemble du pays.

Malgré toutes ces bonnes nouvelles, le revenu garanti demeure une mesure limitée qui ne constitue pas une panacée pour surmonter les défis socio-économiques de la Namibie. Cette initiative doit être accompagnée par d'autres changements structurels et par des mesures de répartition de la richesse et de création d'emplois. Toutefois, le revenu de base garanti est un point de départ prometteur pour enrayer la pauvreté qui accable tant de Namibiens.

L'auteur est le responsable la recherche du Labour Resource and Research Institute de Namibie.

La version originale a été publiée en anglais dans Alternatives International Journal. Le projet sur le net : www.bignam.org

## SRI LANKA SUITE DE LA UNE

d'être des espions du gouvernement sri lankais. Les musulmans vivaient depuis longtemps dans cette région et parlaient tamoul. Ils avaient même combattu avec des Tamouls contre le gouvernement sri lankais. En 2002, les Tigres s'excusent de ce nettoyage ethnique et ils invitent les musulmans à revenir. Mais le mal était fait. Les musulmans ne leur font plus confiance et ils se regroupent au sein de leurs propres organisations pour défendre leurs droits.

En 2002, un cessez-le-feu entre les Tigres et le gouvernement est conclu grâce aux efforts de la Norvège. L'arrêt des combats vise à trouver une solution à ce conflit ethnique. Même si ce cessez-le-feu est celui qui a tenu le plus longtemps, il est violé à maintes reprises par les deux parties.

Des divisions apparaissent alors chez les Tigres. Leur leader de l'Est, Karuna Amman, aujourd'hui ministre dans le gouvernement sri lankais, quitte le mouvement avec ses hommes pour se ranger derrière le gouvernement. Cette défection porte un coup très dur aux Tigres.

Les Tigres dénoncent aussi une clause de l'accord de cessez-le-feu, qui donne au gouvernement, en tant qu'État, le droit d'assurer sa sécurité nationale, droit refusé aux Tigres. Avec une telle clause, les Tigres sont accusés de terrorisme lorsqu'ils tuent leurs ennemis, tandis que le gouvernement invoque la sécurité nationale lorsqu'il fait de même.

Dans l'après 11 septembre 2001, le gouvernement sri lankais réussit à convaincre l'Union européenne et le Canada, des régions du monde abritant une forte diaspora tamoule favorable aux rebelles, de désigner les Tigres comme un groupe terroriste, ce qui nuit à leurs activités de financement. Les Tigres concluent que le gouvernement sri lankais cherche surtout à les affaiblir, plutôt qu'à résoudre le conflit.

En guise de représailles, lors des élections générales de 2005, les Tigres

empêchent le vote des citoyens vivant dans le territoire qu'ils contrôlent. Ce boycottage donne la victoire à Mahinda Rajapakse face à un adversaire beaucoup plus conciliant, qui aurait peut-être évité une reprise de la guerre; une autre erreur majeure pour les rebelles.

Bien en selle, Rajapakse prône la ligne dure en relançant les combats, tout en adoptant une diplomatie astucieuse. Le nouveau président s'appuie sur la Chine et la Russie pour se doter d'un arsenal militaire redoutable, sur l'Iran pour financer ses opérations et sur le Pakistan pour la formation des troupes. L'Inde fournit aussi une aide discrète pour en finir avec Prabhakaran, le leader des Tigres et l'homme le plus recherché depuis le meurtre de Rajiv Gandhi. Jusqu'à la toute fin du conflit, l'appui de la Russie et de la Chine a permis d'éviter que la question sri lankaise soit soulevée au Conseil de sécurité de l'ONU.

**Un conflit loin d'être réglé**

Avec la défaite des Tigres, c'est maintenant la diaspora qui s'oppose au gouvernement sri lankais. Les Tamouls vivant à l'étranger l'accusent de génocide, d'avoir visé délibérément des civils.

Le président Rajapakse soutient que pour régler la question tamoule, il doit ignorer les Tamouls vivant à l'extérieur du Sri Lanka: « Nous devons trouver une solution au conflit avec les gens d'ici. Cette entente doit être acceptable pour toutes les communautés », a-t-il dit au parlement.

Mais rien n'indique que le gouvernement ait un plan concret à cet égard. Dans une entrevue accordée à la BBC, le député sri lankais d'origine tamoule, R. Sambandan, a résumé les craintes des Tamouls : « Il n'y a aucune vision à propos d'une solution politique. » Tout comme des membres de la diaspora, il prône le modèle fédéral canadien, particulièrement le cas du Québec, pour accommoder les Tamouls au Sri Lanka.

Les Tigres ont été anéantis, mais ce conflit ethnique est loin d'être résolu.